



COMPRENDRE  
LES POLITIQUES  
DE L'UNION  
EUROPÉENNE

# Les pères fondateurs de l'Union européenne





# COMPRENDRE LES POLITIQUES DE L'UNION EUROPÉENNE

*Cette publication fait partie de la série  
«Comprendre les politiques de l'Union  
européenne» qui explique ce que fait l'UE dans  
ses différents domaines de compétence,  
pour quelles raisons elle agit et quels résultats  
elle obtient. Pour lire et télécharger  
les brochures disponibles :*

[http://europa.eu/pol/index\\_fr.htm](http://europa.eu/pol/index_fr.htm)

Comment fonctionne l'Union européenne  
Europe 2020: la stratégie européenne  
en faveur de la croissance

Les pères fondateurs de l'Union européenne ✕

Action pour le climat  
Affaires étrangères et politique de sécurité  
Agriculture  
Aide humanitaire et protection civile  
Budget  
Commerce  
Concurrence  
Consommateurs  
Culture et audiovisuel  
Développement et coopération  
Douanes  
Éducation, formation, jeunesse et sport  
Élargissement  
Emploi et affaires sociales  
Énergie  
Entreprises  
Environnement  
Fiscalité  
Frontières et sécurité  
Justice, citoyenneté et droits fondamentaux  
L'Union économique et monétaire et l'euro  
Lutte contre la fraude  
Marché intérieur  
Migration et asile  
Pêche et affaires maritimes  
Politique régionale  
Recherche et innovation  
Santé publique  
Sécurité alimentaire  
Stratégie numérique  
Transports

---

## **Comprendre les politiques de l'Union européenne: Les pères fondateurs de l'Union européenne**

Commission européenne  
Direction générale de la communication  
Publications  
1049 Bruxelles  
BELGIQUE

Manuscrit achevé en mai 2012

Photos de couverture et page 2: © UE, Corbis

2013 — 28 p. — 21 x 29,7 cm  
ISBN 978-92-79-28699-5  
doi:10.2775/99082

Luxembourg: Office des publications de l'Union  
européenne, 2013

© Union européenne, 2013

La reproduction est autorisée. Toute utilisation  
ou reproduction des photos nécessite l'autorisation  
préalable des détenteurs des droits d'auteur.

---

## Les pères fondateurs de l'Union européenne

Il y a un peu plus d'un demi-siècle, quelques esprits visionnaires ont insufflé vie à l'Union européenne telle que nous la connaissons aujourd'hui. Sans leur énergie et leur engagement, cet espace de paix et de stabilité que nous considérons comme une évidence n'existerait pas. Résistants, hommes politiques ou avocats, les

pères fondateurs formaient un groupe de personnalités diverses mues par le même idéal: la création d'une Europe pacifiée, unie et prospère. Nous retraçons ici le parcours de onze d'entre eux. Beaucoup d'autres ont inspiré le projet européen et œuvré sans relâche à son aboutissement.



Konrad  
Adenauer



Joseph  
Bech



Johan Willem  
Beyen



Winston  
Churchill



Alcide De  
Gasperi



Walter  
Hallstein



Sicco  
Mansholt



Jean  
Monnet



Robert  
Schuman



Paul-Henri  
Spaak



Altiero  
Spinelli





# Konrad Adenauer, un démocrate pragmatique et un infatigable fédérateur



Konrad Adenauer 1876 – 1967

*Le premier chancelier de la République fédérale d'Allemagne, qui fut à la tête de ce nouvel État de 1949 à 1963, modifia plus que quiconque le visage de l'Allemagne de l'après-guerre et le cours de l'histoire européenne.*

*Comme de nombreux hommes politiques de sa génération, Adenauer avait déjà pris conscience, après la Première Guerre mondiale, qu'une paix durable ne pourrait s'instaurer qu'à travers l'unification de l'Europe. Les épreuves qu'il subit au cours du troisième Reich (il fut démis de ses fonctions de maire de Cologne par les nazis) ne firent que renforcer sa conviction.*

*En l'espace de six ans seulement, de 1949 à 1955, Adenauer réalisa des objectifs de politique étrangère de grande ampleur visant à ancrer l'Allemagne dans l'alliance occidentale: l'adhésion au Conseil de l'Europe (1951), la création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (1952) et l'entrée de l'Allemagne dans l'OTAN (1955).*

*La réconciliation avec la France fut l'une des pierres angulaires de la politique étrangère d'Adenauer. Sa coopération avec le président français Charles de Gaulle marqua un tournant dans l'histoire: en 1963, les anciens ennemis héréditaires, la France et l'Allemagne, signèrent un traité d'amitié qui posa un jalon important sur la voie de l'intégration européenne.*

## Sa carrière politique en Allemagne

Né à Cologne le 5 janvier 1876, Konrad Adenauer grandit dans une famille catholique modeste, dans laquelle son père faisait régner l'ordre et la discipline. Son mariage, en 1904, avec la fille d'une famille influente de Cologne lui permit de rencontrer des hommes politiques locaux, ce qui le poussa lui-même à s'engager dans la vie politique. Grâce à ses talents politiques en tant que membre du parti catholique «Zentrum», sa carrière s'envola et il devint maire de Cologne en 1917. Au cours de son mandat, il fut amené à participer à des projets de grande envergure, tels que la construction de la toute première autoroute allemande reliant Cologne à Bonn, pour lesquels sa détermination et sa ténacité furent saluées par tous. Fuyant les idéologies politiques extrêmes qui attiraient de nombreuses personnes de sa génération, Adenauer s'efforça d'inculquer la diligence, l'ordre, ainsi que les valeurs et morales chrétiennes à ses concitoyens.

À partir de la fin des années 1920, le parti nazi lança une campagne de diffamation à l'encontre d'Adenauer. Il fut accusé de nourrir des sentiments anti-allemands, de gaspiller les deniers publics et d'être un sympathisant du mouvement sioniste. Lorsqu'en 1933, après la prise du pouvoir par les nazis, Adenauer refusa de décorer la ville de croix gammées pour célébrer la visite d'Hitler, il fut démis de ses fonctions et ses comptes furent bloqués. Il se retrouva à la rue, sans emploi et sans ressources, vivant de la solidarité de ses amis et de l'Église. Bien qu'il se fît oublier pendant la guerre, il fut néanmoins arrêté à plusieurs reprises. Après la tentative d'assassinat manquée d'Hitler en 1944, Adenauer fut emprisonné dans la célèbre prison de la Gestapo à Brauweiler, près de Cologne.

Après la guerre, les Américains lui confièrent à nouveau le poste de maire de Cologne, mais il fut démis de ses fonctions par les Britanniques peu de temps après, lorsque Cologne fut intégrée dans la zone d'occupation britannique. Adenauer se consacra alors à la création de l'Union chrétienne-démocrate (CDU) avec l'espoir de réunir les Allemands protestants et catholiques au sein d'un même parti. En 1949, il devint le premier chancelier de la République fédérale d'Allemagne (Allemagne de l'Ouest). Au départ, il devait être nommé chancelier à titre provisoire, car il était alors déjà âgé de 73 ans. Pourtant, malgré son âge avancé, Adenauer (surnommé «Der Alte», le vieil homme) conserva ce poste pendant 14 ans. Il fut donc à la fois le plus jeune maire que la ville de Cologne ait connu, et le chancelier allemand le plus âgé de tous les temps. Pendant son mandat, l'Allemagne de l'Ouest devint une démocratie stable et se réconcilia définitivement avec ses voisins. En faisant intégrer l'Allemagne de l'Ouest dans la communauté euro-atlantique (l'OTAN et l'Organisation européenne de coopération économique), il offrit au pays un regain de souveraineté.



Adenauer serrant la main de Charles de Gaulle en 1961.

## Sa contribution à l'intégration européenne

Les épreuves vécues par Adenauer pendant la Seconde Guerre mondiale firent de lui un partisan du réalisme politique. Sa vision du rôle de l'Allemagne en Europe fut fortement influencée par les deux guerres mondiales et par l'animosité qui opposait depuis un siècle l'Allemagne et la France. Il se concentra ainsi sur l'idée d'une coopération paneuropéenne.

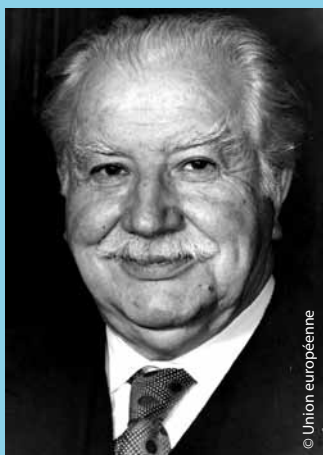
Adenauer fut un fervent défenseur de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, instituée après la déclaration Schuman du 9 mai 1950, ainsi que du traité instituant la Communauté économique européenne en mars 1957.

Les opinions d'Adenauer concernant l'Europe reposaient sur l'idée que l'unité européenne était essentielle pour inscrire la paix et la stabilité dans la durée. Pour cette raison, il œuvra sans relâche en faveur de la réconciliation de l'Allemagne avec ses anciens ennemis, en particulier la France. Ce n'est que plus tard, en 1963, que le Traité de l'Élysée, connu également sous le nom de «traité de l'amitié», scella cette réconciliation. Il permit à l'Allemagne et à la France de poser les bases solides de leurs relations, mettant ainsi fin à des siècles de rivalité.

Grâce à ses talents politiques, à sa détermination, à son pragmatisme et à sa vision claire du rôle de l'Allemagne dans une Europe unie, Adenauer permit à l'Allemagne de devenir et de demeurer une société libre et démocratique. Ces valeurs sont non seulement considérées comme acquises, mais également profondément ancrées dans la société allemande moderne.

Konrad Adenauer est l'une des personnalités les plus marquantes de l'histoire de l'Europe. Pour lui, l'unité européenne n'était pas seulement un gage de paix, mais aussi une manière de réintégrer l'Allemagne postnazie dans la vie internationale. L'Europe que l'on connaît aujourd'hui n'aurait pas vu le jour sans la confiance qu'il a inspirée aux autres États européens grâce à la cohérence de sa politique étrangère. Ses actions sont aujourd'hui encore reconnues par les citoyens allemands, qui l'ont élu en 2003 «le plus grand Allemand de tous les temps».

# Joseph Bech, le rôle déterminant d'un petit pays dans l'intégration européenne



Joseph Bech 1887- 1975

*Joseph Bech est l'homme politique luxembourgeois qui participa à la création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier au début des années 1950, et qui joua un rôle prépondérant dans l'intégration européenne à la fin de cette décennie.*

*C'est un mémorandum adopté conjointement par les pays du Benelux qui déboucha sur la conférence de Messine en juin 1955, prélude à la création de la Communauté économique européenne.*

*Bech, qui vécut les deux guerres mondiales depuis le Luxembourg, constata l'impuissance de ce petit pays isolé face à ses deux puissants voisins. Il prit ainsi conscience de l'importance de l'internationalisme et de la coopération entre États pour atteindre l'objectif d'une Europe stable et prospère. Il participa à la création de l'Union Benelux entre la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg, expérience qui se révéla très utile lors de la création des institutions européennes.*

*Le processus de formation de cette union entre trois petits pays fait depuis lors figure de prototype de l'Union européenne elle-même.*

## Jeunesse et ascension politique

Joseph Bech est né le 17 février 1887 à Diekirch, au Luxembourg. Il étudia le droit à Fribourg, en Suisse, ainsi qu'à Paris. Une fois diplômé en 1914, il s'établit comme avocat et fut élu la même année à la Chambre des Députés luxembourgeoise en tant que député du tout nouveau Parti chrétien.

En 1921, Bech devint ministre de l'intérieur et de l'éducation. En 1926, il fut nommé Premier ministre et ministre des affaires étrangères et de l'agriculture. C'est lors de son mandat de Premier ministre, entre 1926 et 1936, qu'éclata la crise financière mondiale. Bech comprit alors le rôle vital que jouent les exportations dans l'économie d'un pays. Comme le principal partenaire commercial du Luxembourg était l'Allemagne, le pays dépendait en grande partie de son voisin. Bech essaya donc de limiter au minimum la dépendance économique du Luxembourg vis-à-vis de l'Allemagne. Afin de développer le marché sidérurgique luxembourgeois, il engagea pour la première fois des négociations en vue d'une

coopération économique plus étroite et d'une union douanière avec la Belgique, puis avec les Pays-Bas. Ces efforts furent déterminants dans la formation de l'Union Benelux pendant la Seconde Guerre mondiale.

## Seconde Guerre mondiale

Lorsque l'Allemagne nazie envahit le Luxembourg le 10 mai 1940, Bech fut contraint de s'exiler avec d'autres ministres et avec le chef de l'État, la Grande-Duchesse Joséphine Charlotte, pour former un gouvernement en exil à Londres. En tant que ministre des affaires étrangères, il signa le Traité Benelux en 1944. Son expérience dans la création d'une union économique promouvant la libre circulation des travailleurs, des capitaux, des services et des biens dans la région, se révéla utile, par la suite, lors de la création de la Communauté économique européenne.

Tout au long de sa carrière, Bech resta profondément marqué par la Première Guerre mondiale et par les crises qui suivirent, lesquelles menacèrent l'indépendance du Luxembourg. Ce sentiment d'impuissance le conduisit à militer avec ferveur pour l'internationalisme.

Il représenta ainsi le Luxembourg dans toutes les négociations multilatérales pendant et après la Seconde Guerre mondiale, et encouragea ses compatriotes à accepter l'adhésion du Grand-Duché aux organisations internationales qui furent créées à cette époque: le Benelux en 1944, les Nations unies en 1946 et l'OTAN en 1949.

## La Communauté européenne du charbon et de l'acier

Le 9 mai 1950, Bech était ministre luxembourgeois des affaires étrangères. Conscient de la nécessité pour son pays de rassembler ses voisins grâce à des accords économiques et politiques, c'est avec enthousiasme qu'il accueillit la proposition de son homologue français, Robert Schuman, de créer une Communauté européenne du charbon et de l'acier. Il savait que cela offrirait au Luxembourg les opportunités dont le pays avait besoin et lui donnerait une place et un rôle en Europe. L'importance du Luxembourg au sein de l'Europe fut encore renforcée lorsqu'il réussit à faire installer le siège de la Haute Autorité de la Communauté du charbon et de l'acier au Luxembourg.

Bech apporta par la suite son soutien au projet de Communauté européenne de défense, qui fut rejeté par la France en 1954 sans pour autant mettre fin à l'intégration européenne.

## La conférence de Messine

Du 1er au 3 juin 1955, Joseph Bech présida la conférence de Messine, prélude au traité de Rome qui donna naissance à la Communauté économique européenne. L'enjeu de la conférence était un mémorandum soumis par les trois pays du Benelux, dont le Luxembourg qui y était représenté par Joseph Bech. Ce document, qui mettait l'accent sur la nécessité d'une autorité commune dotée de véritables pouvoirs, combinait les projets français et néerlandais de développement des activités dans

les domaines du transport et de l'énergie, en particulier l'énergie nucléaire, et la création d'un marché commun général. S'appuyant sur l'expérience du Benelux et de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, les trois ministres des affaires étrangères proposèrent un plan fondé sur une idée avancée par le ministre néerlandais Beyen, qui recommandait de mettre en place une coopération économique pour réaliser l'unification européenne. Le «rapport Spaak», du nom de son auteur, le ministre belge Paul Henri Spaak, qui présidait le comité de rédaction, servit de base aux négociations de la Conférence intergouvernementale, qui débouchèrent sur les traités, signés à Rome le 25 mars 1957, instituant un marché commun et une communauté de l'énergie atomique.



*Bech avec une caméra, profitant d'un moment de détente lors de la conférence de Messine en 1955*

Bech quitta les affaires étrangères en 1959, après avoir occupé ce poste pendant 30 ans. De 1959 à 1964, il présida la Chambre des représentants avant de quitter la scène politique à l'âge de 77 ans. Il décéda 11 ans plus tard, en 1975. Pour son rôle dans l'unification de l'Europe, il est aujourd'hui considéré comme l'un des pères fondateurs de l'Union européenne. Il donna un parfait exemple de la manière dont un petit pays comme le Luxembourg peut jouer un rôle déterminant sur la scène internationale.



# Johan Willem Beyen, un projet de marché commun



Johan Willem Beyen 1897- 1976

*L'homme politique, homme d'affaires et banquier international Johan Willem Beyen fut un homme d'État néerlandais qui, grâce à son «plan Beyen», relança le processus d'intégration européenne au milieu des années 1950.*

*Beyen est l'un des pères fondateurs de l'UE les moins connus. Il était admiré pour son charisme, son orientation internationale et son aisance en société.*

*En tant que ministre néerlandais des affaires étrangères, Beyen apporta une contribution importante au processus d'unification européenne. Il parvint à vaincre les résistances aux Pays-Bas, ainsi qu'en Europe, vis-à-vis de l'intégration européenne. Son «plan Beyen» consistait en une union douanière et une coopération économique de grande ampleur au sein d'un marché commun européen. Les fondements de ce plan furent établis dans les traités de Rome en 1957, et constituent depuis lors les bases de l'Union européenne.*

## Jeunesse

Johan Willem (Wim) Beyen est né le 2 mai 1897 à Utrecht, aux Pays-Bas. Fils d'une famille aisée, il vécut une enfance insouciante, bénéficiant d'une éducation internationale et se passionnant pour la littérature et la musique. Il commença sa carrière dans la finance nationale et internationale après avoir obtenu son diplôme de droit à l'université d'Utrecht en 1918. Il occupa son premier poste au ministère des finances, mais le quitta en 1924 pour le monde des affaires et le secteur bancaire. Il devint plus tard président de la Banque des règlements internationaux, et directeur de l'entreprise anglo néerlandaise de biens de consommation Unilever.

## Seconde Guerre mondiale

Pendant la Seconde Guerre mondiale, Beyen s'exila à Londres où il travailla, alors que son pays était occupé par l'Allemagne nazie. En 1944, il joua un rôle important lors de la conférence de Bretton Woods, qui posa les jalons de la structure financière internationale de l'après-guerre. À partir de 1946, il représenta

les Pays-Bas au conseil d'administration de la Banque mondiale et occupa cette même fonction au Fonds monétaire international à partir de 1948.

## Ministre des affaires étrangères

Beyen fut ministre néerlandais des affaires étrangères pendant les années de reconstruction qui suivirent la Seconde Guerre mondiale. Pendant la guerre, Beyen avait acquis la conviction qu'une coopération économique régionale totale était nécessaire pour empêcher une nouvelle crise financière semblable à celle des années 1930. Les dirigeants de l'Europe de l'après-guerre commencèrent à comprendre que la coopération internationale était le seul moyen de surmonter les horreurs de la guerre et les crises économiques. Alors que certaines initiatives visaient à poursuivre cette coopération à l'échelle mondiale, Beyen était persuadé qu'une coopération régionale pourrait apporter davantage. Les premières étapes de la coopération économique

furent réalisées en 1948 avec le plan Marshall, le vaste plan américain d'aide à l'Europe qui obligea les pays européens à coordonner les questions économiques au niveau de l'OCDE. À la suite de la déclaration Schuman du 9 mai 1950, la Communauté européenne du charbon et de l'acier fut créée en 1952, avec pour objectif final d'empêcher de nouvelles guerres en Europe.



*Beyen à la conférence de Messine, où il proposa son plan pour la coopération économique en Europe.*

## Le plan Beyen

Beyen entrevit néanmoins la possibilité d'une coopération encore plus grande entre les nations européennes. Il comprit que l'intégration politique serait difficile à obtenir à cette époque et réussit à persuader ses collègues néerlandais et européens que des progrès supplémentaires pouvaient être réalisés grâce à une coopération économique plus poussée, convaincu que l'unification politique suivrait. C'est dans cette optique qu'il établit le plan Beyen. Fort de son expérience dans la finance internationale et le monde bancaire, il savait que les problèmes tels que les barrières commerciales et le chômage étaient difficiles à résoudre

à l'échelon national, et qu'ils nécessitaient une approche plus internationale. Malgré une certaine réticence, et même une ferme opposition au sein du gouvernement néerlandais, il parvint à mettre son plan en avant à la fois lors des négociations sur la Communauté européenne de défense et lors des discussions sur la Communauté politique européenne au début des années 1950.

## Un marché commun

Au départ, il reçut peu de soutien, notamment parce que le gouvernement français n'était pas intéressé par une intégration économique plus poussée. Les choses changèrent lorsque la création de la Communauté européenne de défense échoua en raison de la décision du Parlement français de ne pas ratifier le traité. Après l'échec de la communauté de défense et de la communauté politique, l'Europe se retrouva dans une impasse. Le plan Beyen revint alors sur le devant de la scène. Il partait du principe qu'une coopération économique totale était nécessaire, et pas uniquement dans le domaine du charbon et de l'acier. La solution consistait donc en un marché commun général, sur le modèle de la coopération entre la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg créé par l'accord «Benelux» en 1944. Les pays du Benelux, sous la houlette du ministre belge Paul-Henri Spaak, combinèrent les idées de Beyen avec le plan français visant à créer une Communauté de l'énergie atomique, et offrirent à Beyen l'occasion de présenter son projet lors de la conférence de Messine en 1955. Il expliqua que l'unité politique n'était pas concevable sans un marché commun aux compétences partagées en matière de politique économique et sociale, et sans une autorité supranationale. Ses idées firent écho aux opinions des autres participants de la conférence et débouchèrent sur la signature, par les six pays, des traités de Rome en mars 1957, et sur la création de la Communauté économique européenne et de l'Euratom.

Par la suite, le rôle de Beyen a souvent été passé sous silence, mais ses travaux ont contribué au processus d'intégration européenne dans les années 1950 et lui ont permis de faire partie des personnalités importantes que l'on appelle aujourd'hui les pères fondateurs de l'Union européenne. On se souviendra de lui comme la personne qui donna un souffle nouveau au projet européen au moment où celui-ci en avait le plus besoin.

# Winston Churchill, partisan des États-Unis d'Europe



Winston Churchill 1874 - 1965

*Churchill, ancien officier de l'armée, journaliste de guerre et Premier ministre britannique (1940-1945 et 1951-1955), fut l'un des premiers à appeler à la création des «États-Unis d'Europe». L'expérience de la Seconde Guerre mondiale l'avait convaincu que seule une Europe unifiée pouvait assurer la paix. Son objectif était de refouler une fois pour toutes les passions nationalistes et belligérantes de l'Europe.*

*Il formula les conclusions qu'il avait tirées des leçons de l'histoire dans le fameux «discours à la jeunesse étudiante» qu'il tint à l'université de Zurich en 1946: «Mais il y a un remède: [...] en quelques années l'Europe [...] vivrait libre et heureuse. Il consiste à reconstituer la famille européenne, ou tout au moins la plus grande partie possible de la famille européenne, puis de dresser un cadre de telle manière qu'elle puisse se développer dans la paix, la sécurité et la liberté. Nous devons ériger quelque chose comme les États-Unis d'Europe.»*

*C'est ainsi que l'homme qui avait été le moteur de la coalition contre Hitler devint un militant actif de la cause européenne.*

*Winston Churchill se fit aussi un nom dans la littérature et dans la peinture; il obtint le prix Nobel de littérature en 1953.*

## Jeunesse

Winston Churchill, de mère américaine, est né le 30 novembre 1874 dans la famille aristocratique britannique Spencer-Churchill des Ducs de Marlborough. Après une enfance privilégiée, Churchill commença ses études en 1888 à Harrow, une école d'excellence pour garçons à Londres. Il n'était pas particulièrement bon élève et n'appréciait donc pas vraiment l'école.

Une fois ses études terminées en 1893, il réussit après trois tentatives l'examen d'entrée à l'école militaire de Sandhurst, la Royal Military Academy. Après avoir obtenu son diplôme, il commença une carrière militaire qui, en l'espace de cinq ans, l'amena à se battre sur trois continents, à gagner quatre médailles et une décoration de l'Ordre du Mérite, à écrire cinq livres et à remporter un siège au Parlement, tout cela avant son 26e anniversaire.

## Carrière politique

Tout en servant dans l'armée britannique, Churchill fut également journaliste. Lors d'un reportage sur la guerre des Boers en Afrique du Sud, il fit la une des journaux en s'échappant d'un camp de prisonniers de guerre, puis il revint en Angleterre en 1900 pour se lancer dans une carrière politique. Il fut élu au Parlement et servit dans plusieurs gouvernements en tant que ministre de l'intérieur et Premier Lord de l'Amirauté (ministère de la Marine). En 1915, il fut contraint de démissionner après l'échec d'une campagne militaire. Il décida de servir à nouveau dans l'armée et commanda les hommes du 6e bataillon des Royal Scots Fusiliers dans les tranchées françaises. Lors de la formation d'un nouveau gouvernement en 1917, il devint ministre des munitions. Dans les années qui suivirent et jusqu'en 1929, Churchill occupa les postes ministériels les plus importants, à l'exception de celui des affaires étrangères.

Il se distanca de son parti, le Parti conservateur, en 1929, et connut alors une traversée du désert. Pendant cette période, il se consacra à l'écriture et devint un auteur très productif dont les articles et les ouvrages furent largement publiés. Churchill fut l'un des premiers à reconnaître la menace grandissante d'Hitler bien avant le début de la Seconde Guerre mondiale, et le premier à exprimer ses inquiétudes.



*Churchill faisant le signe «V» de la victoire lors d'un discours au Congrès de l'Europe à La Haye, en 1948.*

## Seconde Guerre mondiale

En 1939, les prédictions de Churchill se réalisèrent lorsque la Seconde Guerre mondiale éclata. En 1940, il devint Premier ministre et dirigea la Grande-Bretagne pendant ces années de guerre difficiles, apportant espoir et détermination au peuple britannique grâce à ses discours enflammés. Son refus catégorique de capituler ou de négocier avec les nazis fut une source d'inspiration pour la résistance britannique, notamment au début de la guerre, lorsque la Grande-Bretagne était la seule à s'élever contre Hitler. Malgré cela, il perdit les élections après la guerre mais ne perdit cependant pas sa capacité à anticiper les événements, comme il le démontra lors de son célèbre discours prononcé à Fulton (Missouri), dans lequel il attira l'attention sur la menace des communistes soviétiques et utilisa pour la première fois la célèbre expression «rideau de fer».

## Les «États-Unis d'Europe»

En 1946, Churchill prononça un autre discours célèbre, à l'Université de Zurich, dans lequel il défendit l'idée d'«États-Unis d'Europe», conseillant aux Européens de tourner le dos aux horreurs du passé et de regarder vers l'avenir. Il déclara que l'Europe ne pouvait pas se permettre de raviver la haine et la rancœur liées aux blessures du passé, et que la première étape pour «reconstituer la famille européenne» de justice, d'indulgence et de liberté était d'«ériger quelque chose comme les États-Unis d'Europe. C'est la voie pour que des centaines de millions d'êtres humains aient la possibilité de s'accorder ces petites joies et ces espoirs qui font que la vie vaut la peine d'être vécue».

## Le Conseil de l'Europe

Avec cette ambition de créer des États-Unis d'Europe, Churchill fut l'un des premiers à plaider en faveur d'une intégration européenne pour que les atrocités des deux guerres ne se reproduisent plus, en appelant d'abord à la création d'un Conseil de l'Europe. En 1948, 800 délégués de tous les pays d'Europe se réunirent à La Haye à l'occasion d'un grand Congrès de l'Europe, avec Churchill comme président honoraire.

Le Congrès mena à la création du Conseil de l'Europe, le 5 mai 1949; Churchill participa lui-même à la première réunion. Son appel à l'action peut être perçu comme un moyen de pousser plus loin l'intégration, comme cela fut décidé lors de la Conférence de Messine en 1955, qui conduisit à la signature du traité de Rome deux ans plus tard. Churchill fut également le premier à évoquer l'idée d'une «armée européenne» pour protéger le continent et donner de la puissance à la diplomatie européenne. De plus, la Cour européenne des Droits de l'Homme fut créée en 1959, soit dix ans après que Churchill en avait défendu l'idée.

En encourageant les Européens à s'unir dans le combat contre le nazisme et le fascisme, Winston Churchill devint ainsi un moteur de l'intégration européenne et un fervent défenseur de sa cause.

# Alcide De Gasperi: un médiateur inspiré pour la démocratie et la liberté en Europe



Alcide De Gasperi 1881 - 1954

*De 1945 à 1953, Alcide De Gasperi, président du Conseil italien et ministre des affaires étrangères, forgea la politique intérieure et étrangère de son pays dans les années d'après-guerre.*

*Il était originaire du Trentin-Haut-Adige (Tyrol du Sud), région qui fut sous domination autrichienne jusqu'en 1918. Comme d'autres hommes d'État hors du commun de l'époque, il milita activement en faveur de l'unification européenne. Les épreuves qu'il vécut sous le régime fasciste et pendant la guerre — il fut emprisonné de 1927 à 1929 avant de trouver refuge au Vatican — ancrèrent en lui la conviction que seule l'unification de l'Europe pouvait éviter le retour de ces fléaux.*

*À maintes reprises, il promut des initiatives en faveur de l'intégration de l'Europe occidentale, travaillant à la réalisation du plan Marshall et établissant des relations économiques étroites avec les autres pays d'Europe, en particulier avec la France. En outre, il soutint le plan Schuman pour la création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier et contribua à développer l'idée d'une politique de défense européenne commune.*

## Jeunesse

Alcide De Gasperi est né le 3 avril 1881. Son père était un modeste officier de police. Il grandit dans la région du Trentin qui, à cette époque, était l'une des régions italophones au sein du groupe de nations multinational et multiculturel qu'était l'Empire austro-hongrois. Comme sa bourse d'études ne lui permettait pas de s'inscrire dans les universités italiennes, il partit en 1900 étudier la philologie à Vienne. Il s'engagea alors dans le mouvement étudiant catholique. Pendant ces années d'études, il put affûter ses capacités de médiation qui devinrent par la suite essentielles dans sa carrière politique. Il comprit, par exemple, qu'il était plus important de trouver des solutions aux problèmes que de garder de la rancune, et était convaincu que le fond était plus important que la forme. Une fois diplômé en 1905, il retourna dans le Trentin où il devint journaliste pour le journal *La Voce Cattolica*. À la même époque, il s'engagea en politique en rejoignant l'Unione Politica Popolare del Trentino, et fut élu en 1911 pour représenter

sa région à la Chambre des représentants autrichienne. Il profita de ce poste pour défendre les droits de la minorité italienne.

## Première Guerre mondiale et «Idee Ricostruttive»

Bien que Gasperi soit resté politiquement neutre pendant la Première Guerre mondiale, il soutint les efforts du Vatican pour mettre fin à la guerre. En 1918, à la fin de la Première Guerre mondiale, sa région natale fut rattachée à l'Italie. L'année suivante, il co-fonda le Parti populaire italien (Partito Popolare Italiano – PPI) et devint député en 1921. Comme les fascistes du gouvernement italien de Mussolini montaient en puissance, utilisant ouvertement la violence et l'intimidation contre le PPI, le parti fut interdit et dissous en 1926. De Gasperi lui-même fut arrêté en 1927 et condamné à quatre ans de prison. Avec l'aide du Vatican, il

fut libéré après 18 mois. Il se réfugia au Vatican, où il travailla pendant 14 ans comme bibliothécaire. Pendant la Seconde Guerre mondiale, il écrivit l'ouvrage «Idee ricostruttive» (Idées pour la reconstruction), qui constituera la base du programme du Parti démocrate chrétien qu'il fonda secrètement en 1943. Après la chute du fascisme, de Gasperi prit la tête du parti et fut nommé président du Conseil de 1945 à 1953 dans huit gouvernements successifs. À ce jour, son record de longévité politique reste inégalé dans l'histoire de la démocratie italienne.

## Son rôle dans l'intégration européenne

C'est pendant cette «ère de Gasperi» que l'Italie fut reconstruite grâce à l'établissement d'une constitution républicaine, au renforcement de la démocratie interne et à la mise en place d'un processus de reconstruction économique. De Gasperi était un grand partisan de la coopération internationale. Artisan d'une grande partie de la reconstruction d'après guerre de l'Italie, il était convaincu que le pays avait besoin de retrouver son rôle sur la scène internationale. Il œuvra donc en ce sens pour créer le Conseil de l'Europe et persuada l'Italie d'adhérer au plan Marshall et de rejoindre l'OTAN. C'est à cette époque qu'il commença à développer une solide coopération avec les États-Unis malgré l'existence, en Italie, d'un des plus grands partis communistes d'Europe occidentale.

## Démocratie, accords et liberté

De Gasperi pensait que la Seconde Guerre mondiale avait inculqué à tous les Européens la leçon suivante: «l'avenir ne se construit pas grâce à la force, ni à l'esprit de conquête, mais grâce à la patiente application de la méthode démocratique, à l'esprit constructif des accords et au respect de la liberté». Il prononça cette phrase en 1952 lorsqu'il reçut le prix Charlemagne pour son engagement pro-européen. Cette vision explique sa prompte réponse à l'appel de Robert Schuman, le 9 mai 1950, pour une Europe intégrée, qui mena à la création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) l'année suivante. Il devint le premier président de l'Assemblée parlementaire de la CECA en 1954. De Gasperi fut

également un défenseur et un partisan de la politique de défense européenne commune, même si le projet se solda par un échec.

## La Communauté économique européenne

Pendant les premières étapes de l'intégration européenne, son rôle fut décrit comme celui d'un médiateur entre l'Allemagne et la France, qui avaient été divisées pendant près d'un siècle de guerre. Dans les dernières années de sa vie, il encouragea également la création de la Communauté économique européenne. Même s'il n'a pas vécu assez longtemps pour assister à sa création – il décéda en août 1954 – son rôle fut largement salué lors de la signature des traités de Rome en 1957.

Ses origines, ses expériences vécues pendant les deux guerres, sa vie sous le régime fasciste et le fait qu'il appartenait à une minorité firent prendre conscience à Alcide De Gasperi que l'unité européenne était nécessaire pour panser les blessures des deux guerres mondiales et éviter que les atrocités du passé ne se reproduisent. Il défendait l'idée qu'une Union de l'Europe ne remplacerait pas les États pris séparément, mais leur permettrait de se compléter.



*De Gasperi serrant la main du chancelier allemand Konrad Adenauer en 1953, à Rome.*

# Walter Hallstein, la diplomatie comme catalyseur de l'intégration européenne



Walter Hallstein 1901 - 1982

*Walter Hallstein, premier président de la Commission européenne de 1958 à 1967, fut un Européen engagé et un fervent défenseur de l'intégration européenne.*

*Au cours de son mandat de président de la Commission européenne, Hallstein œuvra à la mise en place rapide du marché commun. Son enthousiasme débordant et ses capacités de persuasion servirent la cause de l'intégration bien après sa présidence. Durant son mandat, l'unification européenne progressa de manière considérable.*

*C'est la «doctrine de Hallstein», élaborée dans les années 1950, qui valut au départ à l'ancien secrétaire d'État allemand aux affaires étrangères la reconnaissance de la communauté internationale, doctrine qui façonna la politique étrangère allemande dans les années qui suivirent, et qui reposait sur le principe d'un rattachement de la jeune démocratie à l'Europe occidentale.*

## Jeunesse et expérience pendant la guerre

Walter Hallstein est né le 17 novembre 1901 à Mayence, dans le sud-ouest de l'Allemagne, où son père, protestant, était contrôleur de travaux. Une fois diplômé du lycée local, il étudia le droit et les sciences politiques à Bonn, Berlin et Munich. Il obtint son diplôme en 1925 et commença à travailler comme assistant d'un professeur à l'université de Berlin. Il devint en 1927 examinateur à l'université de Rostock, dans le nord de l'Allemagne, où il obtint un diplôme de conférencier en 1929. L'année suivante, il fut nommé professeur ordinaire de droit privé et de droit des sociétés, poste qu'il occupa pendant dix ans, devenant ainsi un expert dans son domaine, un érudit respecté et un conférencier reconnu internationalement. Il devint ensuite professeur à l'université de Francfort, puis il fut incorporé dans les forces armées allemandes en 1942, malgré son hostilité envers le nazisme. Après l'invasion des Alliés en 1944, Hallstein fut envoyé dans un camp de prisonniers aux États-Unis, où il créa une espèce d'université de camp, afin d'informer les prisonniers sur leurs droits et les questions juridiques en général.

Après la guerre, il fut nommé vice-recteur de l'université de Francfort. En 1948, l'université de Georgetown lui proposa une chaire de professeur associé, faisant de lui l'un des premiers érudits allemands à être invité dans une université américaine. Son expérience acquise aux États-Unis renforça sa conviction que l'Allemagne devait adhérer aux initiatives internationales visant à renforcer les liens entre les démocraties après la Seconde Guerre mondiale. Selon lui, l'adhésion de l'Allemagne à des organisations internationales comme les Nations Unies et l'OTAN était essentielle pour permettre au pays de revenir sur la scène internationale.

## La Communauté européenne du charbon et de l'acier

Les excellentes compétences diplomatiques de Hallstein, sa prise de conscience de la nécessité d'une unité européenne et son expérience dans ce domaine conduisirent Konrad Adenauer, alors chancelier allemand, à le nommer à la tête de la délégation

chargée de mener les négociations, lors de la Conférence sur le plan Schuman, sur la formation de la Communauté européenne du charbon et de l'acier en 1950. Pendant cette période, il travailla en étroite collaboration avec Jean Monnet, son homologue français. Ils réalisèrent rapidement qu'ils partageaient globalement les mêmes idées sur la nécessité d'une intégration européenne pour ramener la prospérité en Europe.

En 1951, Adenauer nomma Hallstein secrétaire d'État aux affaires étrangères, poste qui lui permit non seulement de participer à la création de la CECA, mais également de travailler à la création d'une Communauté européenne de défense afin d'unifier les politiques des pays de l'Europe occidentale en matière de budget, de forces armées et d'armement. Il participa également aux négociations avec Israël sur le paiement des réparations au peuple juif et joua un rôle important dans la stratégie de politique étrangère de l'Allemagne. Connu plus tard sous le nom de «doctrine Hallstein», l'accord de 1955 était un accord strict visant à ce que l'Allemagne de l'Ouest rompe ses relations diplomatiques avec les États qui reconnaîtraient l'Allemagne de l'Est (RDA).

## La Communauté économique européenne

Pour Hallstein, l'échec de la création de la Communauté européenne de défense en 1954 représentait une grande et réelle menace pour la sécurité de l'Allemagne et de l'Europe occidentale, car il était plus facile pour l'Union soviétique d'étendre son influence dans une Europe divisée. Cela poussa Hallstein à se concentrer sur le processus d'intégration économique plutôt que d'union politique. Il devint alors un fervent défenseur de l'unité européenne par la création d'une Communauté économique européenne. La première étape vers cette intégration économique permettant aux personnes, aux services et aux biens de circuler librement fut réalisée lors de la conférence de Messine, en 1955. Même si Hallstein souhaitait au départ que cette intégration soit totale et se fasse le plus vite possible, les réalités politiques l'amènèrent à reconnaître qu'une fusion progressive des marchés des États membres serait plus avantageuse pour tous. Le traité de Rome entra en vigueur en 1958 et Hallstein fut nommé premier président de la Commission de la Communauté économique européenne.

## La présidence de la Commission

Même si Hallstein prit conscience du fait que l'intégration ne se concrétiserait pas aussi vite qu'il l'aurait souhaité, il devint en tant que président de la Commission un moteur du processus d'intégration. Par exemple, pendant son mandat appelé la «période Hallstein», il commença à consolider le droit européen, ce qui allait avoir un grand impact sur la législation nationale. Promoteur d'une Europe fédérale avec une Commission et un Parlement puissants (pour empêcher l'Union de jouer constamment un rôle secondaire auprès des gouvernements nationaux), il apparaît clairement qu'il avait un objectif pour la Communauté européenne: la vision d'une Europe unie, conformément à la déclaration Schuman du 9 mai 1950. À cette époque, le président français, Charles de Gaulle, avait une autre opinion: alors que Hallstein défendait l'idée d'une fédération, ce qui signifiait céder une grande partie des compétences et du pouvoir national à l'Union, de Gaulle était convaincu que l'Europe devait prendre le chemin d'une confédération et devenir une «Europe des États» au sein de laquelle les États membres conserveraient davantage de pouvoir. L'accumulation des divergences entre le gouvernement français et les autres États membres sur de nombreuses questions conduisit à la «crise de la chaise vide» en 1965, lorsque la France retira tous ses représentants des institutions européennes jusqu'à ce qu'un compromis fût trouvé.



*Discours de Hallstein en tant que président de la Commission européenne (Pays-Bas, 1965).*

Sans l'enthousiasme de Hallstein, ses compétences en négociation diplomatique et sa force de persuasion, l'intégration européenne n'aurait pas connu d'avancées aussi rapides pendant la durée de son mandat.



# Sicco Mansholt, un Européen convaincu



Sicco Mansholt 1908 - 1995

*Sicco Mansholt a été agriculteur, résistant, homme politique et premier commissaire européen chargé de l'agriculture. Il a jeté les bases de la politique agricole commune (PAC), une des politiques les plus importantes de la construction européenne.*

*Témoin des ravages de la famine qui toucha les Pays-Bas à la fin de la Seconde Guerre mondiale, Mansholt était convaincu que l'Europe devait subvenir à ses besoins alimentaires et qu'un approvisionnement stable en nourriture devait être garanti pour tous.*

*Le plan formé par Mansholt visait essentiellement à encourager la productivité en garantissant un prix minimum aux produits agricoles. Sa détermination en faveur de l'Europe et sa forte vision de l'avenir, associées à sa volonté de construire un avenir commun font de lui un véritable Européen.*

## Jeunesse

Sicco Mansholt est né le 13 septembre 1908 dans une famille socialement engagée, qui possédait une ferme prospère à Groningen, une province située dans le nord des Pays-Bas. Son père était un membre actif du parti socialiste néerlandais et un éminent conseiller en matière agricole. Sa mère, fille de juge, a été l'une des premières femmes du pays à étudier les sciences politiques à l'université. Elle organisait régulièrement des réunions politiques destinées aux femmes.

Après le lycée, Mansholt souhaitait devenir agriculteur. Son père ayant acquitté le bail à ferme de son frère, il ne pouvait pas payer celui de Sicco. Espérant néanmoins entreprendre une carrière dans l'agriculture, celui-ci partit pour les Indes orientales néerlandaises, l'Indonésie actuelle, afin de travailler dans une plantation de thé. Il ne parvint cependant jamais à s'habituer au système colonial et retourna dans son pays en 1936. L'année suivante, il obtint une parcelle de terrain dans le polder de Wieringermeer, se maria et travailla comme agriculteur jusqu'au début de la Seconde Guerre mondiale.

## Seconde Guerre mondiale

Pendant la guerre, Sicco Mansholt a été un membre actif de la résistance néerlandaise. Les premières années, il cacha des personnes dans sa ferme et transmit des renseignements, puis dirigea un vaste réseau de distribution de nourriture dans l'ouest du pays. Après la guerre, son expérience, son courage et son sens de l'organisation lui valurent d'être nommé ministre de l'agriculture, de la pêche et de la distribution des produits alimentaires au sein du nouveau gouvernement. Âgé de 36 ans seulement, il devint le plus jeune ministre des Pays-Bas.

## Redressement de l'agriculture

Au sortir de la guerre, dans un contexte de grave pénurie alimentaire, le poste de ministre de l'agriculture revêtait une extrême importance. Sicco Mansholt prit des mesures pour restaurer au plus vite la distribution des produits alimentaires, mais il comprit également la nécessité de moderniser l'agriculture afin d'éviter de futures pénuries et de garantir la rentabilité. Il fixa des prix minimum pour les principaux produits agricoles,

fit appliquer des taxes sur les importations et des subventions aux exportations. Afin d'augmenter la productivité, il favorisa les investissements dans la recherche et l'éducation, ainsi que la fusion des fermes pour former des unités plus grandes et plus rentables.

## Une politique agricole commune pour l'Europe

Fédéraliste européen convaincu, Sicco Mansholt rêvait d'une politique agricole commune pour l'Europe. En 1950, il conçut un plan en vue d'instaurer un marché commun de la production agricole, doté d'une structure dirigeante supranationale. Ce plan se révéla toutefois trop ambitieux pour l'époque et échoua. Repris par la suite, il inspira la politique agricole de la Communauté économique européenne.

Après avoir été ministre pendant plus de douze ans, Mansholt put concrétiser ses projets lorsqu'il devint commissaire chargé de l'agriculture au sein de la première Commission européenne, en 1958. Le traité de Rome adopté en 1957 établissait la Communauté économique européenne et prévoyait la création d'un marché commun en trois phases de quatre ans chacune. Ce plan était considéré par beaucoup comme extrêmement ambitieux et probablement voué à l'échec, en particulier les mesures concernant le secteur agricole, qui se heurtaient à une forte opposition. Mansholt ne se laissa toutefois pas décourager et se mit au travail. Son plan consistait à octroyer des subventions directes aux cultures et terrains cultivables, et à soutenir les prix, en garantissant des prix minimum et en appliquant des taxes et des quotas aux importations de certains produits provenant de pays tiers. Ces mesures devaient stimuler la productivité agricole et permettre un approvisionnement stable en produits alimentaires abordables, garantissant des revenus décentes aux agriculteurs.

## Le plan Mansholt

Le plan conçu par Mansholt rencontra tout d'abord une forte opposition de la part des agriculteurs et de leurs représentants politiques, qui étaient fermement convaincus que cette approche commune menacerait leurs moyens de subsistance et que seules

les grandes exploitations pourraient survivre. Il fallut surmonter de nombreux obstacles avant de parvenir à un accord sur une politique européenne commune, mais Mansholt tint bon et, en 1968, la Commission publia un «mémoire sur la réforme de la politique agricole commune», connu également sous le nom de «plan Mansholt». Celui-ci prévoyait que les agriculteurs devaient moderniser leurs fermes pour que l'agriculture puisse prospérer. La productivité serait ainsi assurée et les agriculteurs européens pourraient devenir autonomes.

La politique agricole remplit brillamment son objectif, en rendant l'Europe autosuffisante sur le plan alimentaire. Pendant ses cinquante ans d'existence, elle subit toutefois de nombreux changements afin de s'adapter aux temps modernes. Elle se révéla si efficace qu'il y eut même des surplus de production agricole jusque dans les années 1970. C'est à cette époque que Mansholt devint un ardent défenseur de la protection de l'environnement, qui est devenue un élément essentiel de la politique agricole. Vice-président de la Commission de 1958 à 1972, il en a été le quatrième président de 1972 à 1973.

Sicco Mansholt voulait empêcher que ne se reproduise une terrible famine, comme celle qui avait frappé le continent à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Son plan permit à l'Europe de redevenir autosuffisante et à l'agriculture européenne de retrouver très vite la prospérité.



*Commissaire chargé de l'agriculture, Sicco Mansholt ouvrit la voie à la politique agricole commune.*

# Jean Monnet, l'unificateur



Jean Monnet 1888 - 1979

*L'homme politique et conseiller économique français Jean Monnet a consacré une partie de sa vie à la cause de l'intégration européenne. Il a été l'inspirateur du «plan Schuman», qui prévoyait de mettre en commun la production franco-allemande du charbon et de l'acier.*

*Jean Monnet était originaire de Cognac, en France. Après avoir quitté l'école à l'âge de 16 ans, ses activités de négociant en cognac, puis de banquier, le conduisirent à travers le monde. Pendant les deux guerres mondiales, il dirigea la coordination de la production industrielle en France et au Royaume-Uni.*

*Commissaire général au Plan du gouvernement français, il a été le principal inspirateur de la «déclaration de Schuman», prononcée le 9 mai 1950. Celle-ci déboucha sur la création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, qui est considérée comme l'acte de naissance de la construction européenne. Jean Monnet a été le premier président du comité exécutif de la CECA, de 1952 à 1955.*

## Jeunesse

Jean Omer Marie Gabriel Monnet est né le 9 novembre 1888, dans une famille de négociants en cognac. À l'âge de 16 ans, son père l'envoie se former à Londres, ayant compris que les remarquables qualités relationnelles de son fils lui ouvriraient des voies dans le commerce international. Fort de cette première expérience, Jean Monnet devint en effet un homme d'affaires respecté et prospère.

## Première Guerre mondiale

N'ayant pu intégrer l'armée pour raisons de santé, il servit la France sur un autre terrain. Il proposa au gouvernement de son pays de coordonner l'effort de guerre avec la Grande-Bretagne. Sa proposition fut acceptée et il devint l'intermédiaire économique entre la France et ses alliés.

Ayant fait la preuve de ses compétences pendant la guerre, il fut nommé, à l'âge de 31 ans, secrétaire général de la Ligue des Nations, dès sa création en 1919. À la mort de son père en 1923, il retourna à Cognac et remit sur pied l'entreprise familiale. Au cours des années qui suivirent, il aida à réorganiser les finances de plusieurs pays d'Europe de l'Est, dont la Roumanie et la Pologne, conseilla le gouvernement chinois, participa à la reconstruction du réseau ferroviaire chinois et fonda une banque à San Francisco.

## Seconde Guerre mondiale

Au début de la Seconde Guerre mondiale, Jean Monnet offrit à nouveau ses services à son pays et devint président d'un comité franco-britannique destiné à coordonner les capacités de production des deux pays. Il réussit à convaincre Churchill et de Gaulle de former une union politique afin de combattre le nazisme, mais ce projet échoua au dernier moment.

## Le plan Monnet

Jean Monnet travailla ensuite pour le gouvernement britannique, qui l'envoya aux États-Unis afin de superviser l'achat des approvisionnements de guerre. Ayant produit une forte impression sur le président Roosevelt, il devint rapidement l'un de ses fidèles conseillers. Jean Monnet le convainquit d'augmenter la capacité de production de l'équipement militaire américain, avant même l'entrée en guerre des États-Unis. En 1943, il devint membre du Comité français de libération nationale, le gouvernement français en exil à Alger. C'est alors qu'il exprima pour la première fois son idée d'une union de l'Europe qui permettrait de restaurer et de maintenir la paix. Lors d'une réunion du comité, le 5 août 1943, il déclara : « Il n'y aura pas de paix en Europe si les États se reconstituent sur une base de souveraineté nationale [...]. Les pays d'Europe sont trop étroits pour assurer à leurs peuples la prospérité [...]. Leur prospérité et les développements sociaux sont impossibles, à moins que les États d'Europe se forment en une fédération [...]. » En 1944, Jean Monnet est chargé du plan de modernisation et de développement national visant à relancer l'économie française et à reconstruire le pays.



*Jean Monnet lançant la première production de fonte dans le cadre de la Communauté européenne du charbon et de l'acier.*

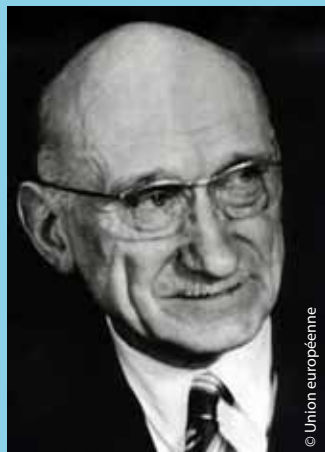
## La déclaration Schuman

Une fois son plan adopté et mis en œuvre, il estima que la reconstruction et l'intégration européennes ne prenaient pas forme aussi rapidement ni de manière aussi satisfaisante qu'il l'aurait souhaité. Dans un contexte de fortes tensions internationales, Jean Monnet reconnut qu'il était temps de franchir un pas décisif vers l'unité européenne. Il commença donc à travailler avec son équipe sur l'idée d'une Communauté européenne. Le 9 mai 1950, Robert Schuman, ministre des Affaires étrangères, fit une déclaration au nom du gouvernement français. Cette déclaration, dont Monnet fut l'inspirateur, proposait de placer toute la production franco-allemande du charbon et de l'acier sous la responsabilité d'une Haute Autorité. L'idée était que, si la production de ces ressources était partagée par les deux pays les plus puissants du continent, les guerres seraient évitées. Les gouvernements allemand, italien, néerlandais, belge et luxembourgeois y ayant répondu favorablement, la déclaration jeta les bases de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, qui fut à l'origine de la Communauté économique européenne et, à terme, de l'Union européenne.

Après l'échec de la « Communauté européenne de défense » en 1954, Jean Monnet créa le « Comité d'Action pour les États-Unis d'Europe », afin de raviver l'esprit d'intégration européenne. Ce comité a été à l'origine de nombreuses initiatives allant dans ce sens : création du marché commun et du système monétaire européen, sommets du Conseil européen et élection du Parlement européen au suffrage universel.

Bien qu'ayant quitté l'école dès l'âge de 16 ans, et malgré tous les obstacles rencontrés, Jean Monnet a occupé de nombreuses fonctions en tant qu'homme d'affaires, financier, diplomate et homme d'État. Il n'a cependant jamais été officiellement investi d'un mandat politique et n'a donc pas disposé des pouvoirs nécessaires pour mettre ses idées en application. C'est grâce à ses talents d'argumentation et de persuasion qu'il convainquit les responsables européens d'œuvrer pour des intérêts communs et de comprendre les avantages de la coopération.

# Robert Schuman, l'architecte de l'intégration européenne



Robert Schuman 1886 - 1963

*L'homme d'État Robert Schuman, éminent juriste et ministre français des Affaires étrangères de 1948 à 1952, est considéré comme l'un des pères fondateurs de l'unification européenne.*

*Né au Luxembourg, Robert Schuman a subi la double influence de la France et de l'Allemagne. Il comprit, en dépit ou peut-être en raison de ses expériences vécues dans l'Allemagne nazie, que seule une réconciliation durable avec ce pays pouvait jeter les bases d'une Europe unie. Déporté en Allemagne en 1940, il parvint à s'enfuir deux ans plus tard et entra dans la résistance en France.*

*En collaboration avec Jean Monnet, il élaborait le plan Schuman, qu'il présenta le 9 mai 1950. Cette date est désormais considérée comme celle de la naissance de la construction européenne. Le plan proposait de placer sous une autorité commune la production du charbon et de l'acier, essentielle à l'industrie de l'armement. Privés du contrôle de cette production, les pays n'avaient plus les moyens de faire la guerre.*

*Robert Schuman informa le chancelier allemand Adenauer de son plan. Mesurant d'emblée la chance qui s'offrait de faire régner la paix en Europe, celui-ci donna son accord. Peu après, les gouvernements belge, italien, luxembourgeois et néerlandais manifestèrent également leur intérêt. Les six pays signèrent à Paris l'accord instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, en avril 1951. C'est donc par un acte de paix que commença l'histoire de l'Europe.*

*Robert Schuman apporta également son soutien à l'idée d'une politique européenne de défense commune et présida le Parlement européen de 1958 à 1960.*

## Jeunesse

Robert Schuman est un Européen avant la lettre: né le 29 juin 1886 au Luxembourg, son père était Français et obtint la nationalité allemande lorsque la région où il vivait fut annexée par l'Allemagne, tandis que sa mère était luxembourgeoise. Lui-même était citoyen allemand. Il obtint la nationalité française en 1919, lorsque l'Alsace-Lorraine redevint française, après la Première Guerre mondiale.

Il étudia le droit, l'économie, la philosophie politique, la théologie et les statistiques dans les universités de Bonn, Munich, Berlin et Strasbourg. Une fois diplômé, il s'établit comme avocat à Metz, en 1912. Il fut dispensé du service militaire pour raisons médicales. Après la guerre, il s'engagea dans la politique en devenant député du département de Moselle.

Lorsque la Seconde Guerre mondiale éclata, Schuman commençait sa carrière de ministre dans le gouvernement français. Il participa à la résistance française et fut fait prisonnier. Après avoir échappé de peu à la déportation dans le camp de Dachau, il s'enfuit en zone libre, où il se cacha après l'invasion des nazis. Vivant dans la clandestinité, sa tête ayant été mise à prix pour 100 000 Reichsmark, il défia les Allemands durant les trois années qui suivirent. Il déclina l'invitation du chef du gouvernement français exilé à Londres, préférant rester auprès de ses compatriotes, dans une France occupée par les nazis.

Après la guerre, il se consacra de nouveau à la politique en occupant successivement les postes de ministre des finances, puis Premier ministre en 1947, ministre des Affaires étrangères de 1948 à 1952, puis à nouveau ministre des Finances de 1955 à 1956. Il joua un rôle déterminant dans la négociation de traités et d'initiatives visant à renforcer la coopération au sein de l'alliance occidentale et à unifier l'Europe ( Conseil de l'Europe, plan Marshall, OTAN). Mais c'est surtout la «déclaration Schuman» qui le rendit célèbre, dans laquelle il proposa à l'Allemagne et aux autres pays européens de coopérer afin d'unir leurs intérêts économiques. Il était convaincu que, grâce à cette coopération, la guerre deviendrait «non seulement impensable, mais matériellement impossible».

## La déclaration Schuman

Dans un discours prononcé le 9 mai 1950, inspiré et rédigé en grande partie par Jean Monnet, Robert Schuman proposa de placer la production franco-allemande du charbon et de l'acier sous le contrôle d'une Haute Autorité commune. Cette organisation serait ouverte à d'autres pays européens.

Cette forme de coopération devait instaurer des intérêts communs entre les pays européens et conduire à une intégration politique progressive, garante de la paix: «L'Europe ne se fera pas d'un coup, ni dans une construction d'ensemble: elle se fera par des réalisations concrètes créant d'abord une solidarité de fait. Le

rassemblement des nations européennes exige que l'opposition séculaire de la France et de l'Allemagne soit éliminée».

Son discours fut entendu. Le chancelier Adenauer y répondit immédiatement de manière favorable, de même que les gouvernements néerlandais, belge, italien et luxembourgeois. Le traité de Paris fut signé par les six membres fondateurs le 18 avril 1951, soit un an à peine après la déclaration. L'accord institua la Communauté européenne du charbon et de l'acier, la première communauté supranationale de l'Europe. Cette organisation d'avant-garde ouvrit la voie à la Communauté économique européenne, puis à l'Union européenne, qui est régie aujourd'hui encore par les institutions innovantes créées en 1950.

Robert Schuman n'en resta pas là. Il se fit l'ardent défenseur d'une intégration plus poussée au travers d'une Communauté européenne de défense. Il devint en 1958 le premier président du Parlement européen. Lorsqu'il quitta ses fonctions, le Parlement lui conféra le titre de «père de l'Europe». En raison de l'importance de la déclaration Schuman, le 9 mai 1950 a été proclamé «Journée de l'Europe». Et, en l'honneur de son travail de pionnier pour une Europe unie, le quartier regroupant le siège des institutions européennes à Bruxelles porte aujourd'hui son nom.



Robert Schuman prononçant son célèbre discours le 9 mai 1950.

# Paul-Henri Spaak, un Européen visionnaire, talentueux et persuasif



Paul-Henri Spaak 1899 - 1972

*Un homme d'État européen: au cours de sa longue carrière politique, le Belge Paul-Henri Spaak a largement mérité ce titre.*

*Mentant sur son âge, il parvint à s'engager dans l'armée belge durant la Première Guerre mondiale, et fut pendant deux ans prisonnier de guerre des Allemands. Pendant la Seconde Guerre mondiale, alors qu'il était ministre des affaires étrangères, il chercha en vain à préserver la neutralité de la Belgique. Il suivit son gouvernement en exil, tout d'abord à Paris, puis à Londres.*

*Après la libération de la Belgique, Spaak fut d'abord ministre des affaires étrangères, puis Premier ministre. Déjà pendant la Seconde Guerre mondiale, il avait formulé des propositions pour l'unification des pays du Benelux et, dès la fin de la guerre, il milita en faveur de l'unification de l'Europe en soutenant la création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier et l'établissement d'une communauté européenne de défense.*

*Spaak estimait que la signature de traités contraignants entre les pays était le moyen le plus efficace de garantir la paix et la stabilité. Il fut à même de contribuer à la réalisation de ces objectifs dans ses fonctions de président de la première assemblée plénière des Nations unies (1946) et de secrétaire général de l'OTAN (1957-1961).*

*Paul-Henri Spaak fut une figure de premier plan lors de la rédaction du traité de Rome. Lors de la conférence de Messine en 1955, il fut nommé, par les six États participants, président du comité chargé de plancher sur ce traité.*

## Son ascension dans la politique belge

Né le 25 janvier 1899 à Schaerbeek, en Belgique, Paul-Henri Spaak grandit dans une famille influente, très engagée dans la vie politique. Son grand-père, Paul Janson, fut un membre reconnu du Parti libéral tandis que sa mère, la socialiste Marie Janson, devint la première femme à entrer au Sénat belge. Son oncle, Paul-Émile Janson, fut Premier ministre belge à la fin des années 1930.

Spaak entra dans l'armée belge pendant la Première Guerre mondiale, après avoir menti sur son âge. Il fut néanmoins rapidement capturé par les Allemands et passa les deux années suivantes dans un camp de prisonniers. Après la guerre, Spaak étudia le droit. C'est

également à cette époque qu'il commença à se passionner pour le sport, au point de participer à la Coupe Davis de 1922, dans l'équipe de tennis belge.

Une fois diplômé, Spaak intégra un cabinet d'avocats à Bruxelles. Il devint membre du Parti ouvrier belge en 1920. Son ascension politique fut très rapide: il devint Premier ministre en 1938. Pendant la Seconde Guerre mondiale, il fut ministre des Affaires étrangères au sein du gouvernement belge en exil à Londres. À son retour à Bruxelles en 1944, il fut encore ministre des affaires étrangères, puis à nouveau Premier ministre dans les gouvernements

d'après-guerre. Spaak fit son entrée sur la scène internationale en 1945, lorsqu'il fut nommé président de la première session de l'Assemblée générale des Nations unies. En 1956 il devint secrétaire général de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN).

## Sa contribution à l'Europe

Spaak était connu pour ses talents de rhétorique: il était doué pour captiver l'attention et possédait une grande force de persuasion. Ces talents, associés à sa vision de la coopération européenne, firent de lui l'une des chevilles ouvrières du projet d'intégration européenne.

## La formation du Benelux

Même si une grande partie de l'Europe était en ruines après la Seconde Guerre mondiale, Spaak vit là l'occasion de faire à nouveau de l'Europe un continent puissant, grâce à une coopération économique et politique. La guerre lui fit prendre conscience qu'il était plus bien productif de travailler ensemble vers un objectif commun que de s'entredéchirer. Spaak est aujourd'hui considéré comme l'un des pères fondateurs de l'Union européenne, car il pressentit le potentiel que représentait l'unification de l'Europe d'après-guerre. La formation du Benelux en 1944 en est une illustration éclatante.

Alors que Spaak travaillait depuis Londres, la guerre poursuivait sa marche destructrice sur le continent. Mais, avec ses collègues néerlandais et luxembourgeois, Spaak travaillait à un projet tout à fait innovant et extrêmement ambitieux: en 1944 naquit le Benelux, union douanière entre la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg. Il s'agissait d'une idée simple, mais qui n'avait jamais été proposée ni concrétisée auparavant. Elle consistait à garantir la libre circulation des capitaux, des personnes, des services et des biens à l'intérieur des frontières de ces trois pays: une source d'inspiration pour l'intégration européenne.

## La conférence de Messine

En 1955, lors de la conférence de Messine réunissant des chefs d'État et de gouvernement européens, Spaak fut nommé président du comité chargé de préparer un rapport sur la création du marché commun européen (le «comité Spaak»). Lors de cette conférence, les trois États du Benelux proposèrent de relancer l'intégration

européenne sur la base d'un marché commun et intégré dans les secteurs des transports et de l'énergie nucléaire. Ce «rapport Spaak» fut à l'origine de la Conférence intergouvernementale de 1956 sur le marché commun et l'Euratom, et servit de point de départ à l'élaboration des traités de Rome signés le 25 mars 1957, qui instituèrent la Communauté économique européenne en 1958. Spaak signa ces traités au nom de la Belgique.

Tout au long de sa carrière politique, Spaak défendit avec ferveur l'importance de l'intégration européenne et l'indépendance de la Commission européenne: «L'Europe de demain doit être une Europe supranationale», avait-il déclaré pour contrer le «Plan Fouchet» du président français Charles de Gaulle en 1962, visant à empêcher l'entrée de la Grande-Bretagne dans les communautés européennes et à affaiblir leur assise supranationale. L'unité européenne imaginée par Spaak était avant tout économique. L'homme d'État belge souhaitait l'unification politique, mais sans se limiter aux pays du marché commun. Il s'opposa donc à toutes les actions proposées par la suite jusqu'à ce que l'intégration économique de la Grande-Bretagne soit réalisée. Il se retira de la vie politique en 1966 et décéda à Bruxelles en 1972.



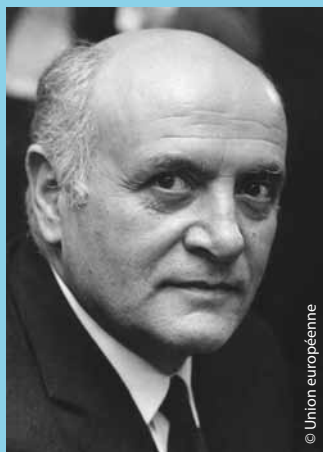
Spaak signant un traité européen au nom de la Belgique en 1965.

## Un Européen convaincu

Spaak est présenté dans les livres d'histoire comme le moteur de l'intégration européenne. Il crut en un projet européen bien avant le début proprement dit de la coopération économique et politique. Il fut un Européen convaincu qui porta le regard au-delà des frontières de son seul pays.



# Altiero Spinelli, un fédéraliste infatigable



Altiero Spinelli 1907 - 1986

© Union européenne

*L'homme politique italien Altiero Spinelli fut l'un des pères de l'Union européenne. Il fut l'instigateur du projet de traité instituant une Union européenne fédérale, présenté par le Parlement européen et connu sous le nom de «plan Spinelli». Ce projet fut adopté à une écrasante majorité par le Parlement en 1984 et fut une source d'inspiration profonde pour le renforcement des traités de l'UE dans les années 1980 et 1990.*

*À l'âge de 17 ans, Spinelli devint membre du Parti communiste, ce qui lui valut d'être incarcéré par le régime fasciste de 1927 à 1943. À la fin de la guerre, il fonda le mouvement fédéraliste en Italie.*

*Jouant un rôle de conseiller auprès de personnalités telles que De Gasperi, Spaak et Monnet, il travailla à l'unification de l'Europe. Juriste expérimenté, il promut également la cause européenne dans le domaine académique et fonda l'Institut des affaires internationales à Rome.*

*De 1970 à 1976, il fut le commissaire européen chargé de la politique intérieure. Pendant trois ans, il fut député du Parti communiste italien, avant d'être élu au Parlement européen en 1979.*

## Sa jeunesse

Altiero Spinelli est né le 31 août 1907 à Rome dans une famille socialiste. Il s'engagea très tôt dans la vie politique, auprès du Parti communiste italien. En raison de ses activités au sein du Parti communiste, il fut arrêté en 1926 et reconnu coupable par le «tribunal spécial» fasciste de Mussolini, qui le condamna à 16 ans et 8 mois de détention. Il passa dix ans en prison, puis six ans en isolement. Pendant tout ce temps, il refusa de renoncer à ses idéaux et de se repentir, même pour obtenir la grâce du tribunal. En prison, il étudia sans relâche et devint un défenseur de l'intégration supranationale. Il critiqua certaines positions politiques du Parti communiste. Déçu du parti et plus ouvert au monde grâce à ses études, il abandonna les communistes et rejoignit la cause fédéraliste. C'est durant la période où il était emprisonné sur la petite île de Ventotene que ses idées fédéralistes commencèrent

à prendre forme. Il devint de plus en plus convaincu qu'un large mouvement européen et fédéraliste aiderait à contrecarrer la force destructrice du nationalisme.

## Le manifeste de Ventotene

En isolement à Ventotene, Spinelli lut les ouvrages de plusieurs théoriciens fédéralistes. Inspiré par leurs pensées et leurs idées, il rédigea avec d'autres prisonniers politiques le «manifeste de Ventotene», exposant sa vision du fédéralisme et de l'avenir de l'Europe. Ce manifeste est l'un des premiers documents à prôner une constitution européenne. Au départ intitulé «Pour une Europe libre et unie», le manifeste repose sur l'idée qu'une victoire sur le pouvoir fasciste serait inutile si cela ne conduisait qu'à instaurer

une autre version de l'ancien système européen des États-nations souverains, mais avec des alliances différentes. Cela ne pourrait déboucher que sur une nouvelle guerre mondiale. Le manifeste proposait la formation d'une fédération européenne supranationale d'États, l'objectif principal étant d'unir les États européens de manière à ce qu'il leur devienne impossible de se faire la guerre.

## Le mouvement fédéraliste

Après la libération de Spinelli en 1943, ses écrits servirent de programme au Movimento Federalista Europeo (Mouvement fédéraliste européen), qu'il créa la même année. Jusqu'à la fin des années 1940 et durant les années 1950, Spinelli devint un fervent défenseur de la cause fédéraliste d'une Europe unie. Pendant cette période, il critiqua l'absence de progrès dans les tentatives d'intégration européenne. Il pensait qu'une souveraineté nationale totale ne permettait pas une coopération intergouvernementale suffisante dans des organisations telles que l'OECE et le Conseil de l'Europe. C'est la raison pour laquelle il consacra tous ses efforts à la mise en place d'une intégration plus poussée. Par exemple, en tant que conseiller politique du Premier ministre italien Alcide De Gasperi, il le convainquit d'encourager la formation d'une communauté européenne de défense, projet qui échoua finalement, au grand regret de Spinelli.

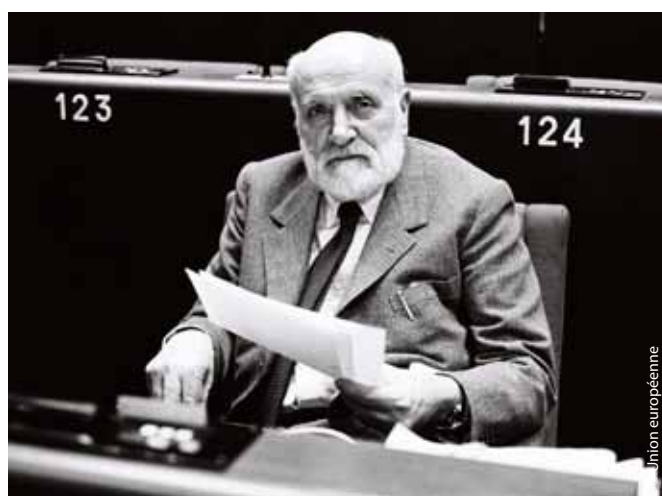
## Le «Club du Crocodile»

Pendant les années 1960, Spinelli fut conseiller du gouvernement et chercheur, fonda l'Institut des affaires internationales à Rome, et fut membre de la Commission européenne de 1970 à 1976. En 1979, il fut élu député au Parlement européen. Il saisit cette opportunité pour promouvoir à nouveau sa vision fédéraliste de l'Europe. En 1980, il cofonda avec d'autres députés fédéralistes le «Club du Crocodile», du nom du restaurant strasbourgeois où ils avaient l'habitude de se retrouver. Ce groupe réclamait un nouveau traité européen. Ses membres soumièrent une motion au Parlement visant à créer un comité spécial chargé de proposer un nouveau traité sur l'Union européenne, une sorte de constitution européenne.

## Le plan Spinelli

Le 14 février 1984, le Parlement européen adopta sa proposition à une majorité écrasante et approuva le «projet de traité instituant l'Union européenne», connu sous le nom de «Plan Spinelli». Même si les parlements nationaux n'approuvèrent pas le traité, le document servit de base à l'Acte unique européen de 1986, qui ouvrit les frontières nationales pour créer un marché commun, ainsi qu'au traité de Maastricht de 1992 instituant l'Union européenne. L'enthousiasme de Spinelli convainquit le président français Mitterrand de mettre fin à l'hostilité de la France envers toute approche de l'Europe autre que l'approche intergouvernementale. Cela encouragea plusieurs gouvernements européens à pousser plus loin le processus d'intégration européenne.

Même si certaines de ses idées ambitieuses ne se sont pas concrétisées, Altiero Spinelli poursuivit sans relâche son objectif d'un gouvernement supranational européen pour empêcher des guerres futures et pour unir les pays européens. Ses idées inspirèrent de nombreux changements dans l'Union européenne, notamment le renforcement important des pouvoirs du Parlement européen. Le mouvement fédéraliste organise encore régulièrement des réunions sur la petite île de Ventotene. Altiero Spinelli décéda en 1986 et son nom fut donné au bâtiment principal du Parlement européen à Bruxelles.



Spinelli au Parlement européen en 1984, peu de temps après l'adoption de son projet pour une Europe fédérale.

# The European Union



États membres de l'Union européenne (2013)

Pays candidats et pays candidats potentiels

# Les pères fondateurs de l'Union européenne

Il y a un peu plus d'un demi-siècle, quelques esprits visionnaires ont insufflé vie à l'Union européenne telle que nous la connaissons aujourd'hui. Sans leur énergie et leur engagement, cet espace de paix et de stabilité que nous considérons comme une évidence n'existerait pas. Résistants, hommes politiques ou avocats, les pères fondateurs formaient un groupe de personnalités diverses mues par le même idéal: la création d'une Europe pacifiée, unie et prospère. Nous retraçons ici le parcours de onze d'entre eux. Beaucoup d'autres ont inspiré le projet européen et œuvré sans relâche à son aboutissement.

**Konrad Adenauer**  
**Joseph Bech**  
**Johan Willem Beyen**  
**Winston Churchill**  
**Alcide De Gasperi**  
**Walter Hallstein**  
**Sicco Mansholt**  
**Jean Monnet**  
**Robert Schuman**  
**Paul-Henri Spaak**  
**Altiero Spinelli**

## En savoir plus

- ▶ Des vidéos et de nombreuses autres informations peuvent être consultées sur le site internet officiel consacré à **l'histoire de l'Union européenne** : [http://europa.eu/about-eu/eu-history/index\\_fr.htm](http://europa.eu/about-eu/eu-history/index_fr.htm)
- ▶ Des questions sur l'Union européenne? **Europe Direct** peut vous aider : 00 800 6 7 8 9 10 11  
<http://europedirect.europa.eu>



Office des publications

doi:10.2775/99082

ISBN 978-92-79-28699-5



9 789279 286995